



SOCIÉTÉ NATIONALE DES MINES NATIONAL MINING CORPORATION

Siège social : BP. 6388 Yaoundé
✉ infos@sonamines.cm www.sonamines.cm
📍 Omnisports, Avenue Marc Vivien FOE
☎ +237 242 058 396

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON

ADDITIF N° 000001 /AD/SONAMINES/DG DU 20 JAN 2025

A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 000004/AONO/SONAMINES /DG/CIPM/2024 DU 30/12/2024
POUR LE RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE EN VUE DE LA SOUSCRIPTION D'UNE ASSURANCE
AUTOMOBILE DU MATERIEL ROULANT DE LA SOCIETE NATIONALE DES MINES (SONAMINES).

Financement : Budget de la SONAMINES, Exercices 2025 et suivant, Imputation : 62520001

AAO et RPAO	
AU LIEU DE	LIRE PLUTOT
7. Cautionnement provisoire Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances (MINFI) et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO, d'un montant de neuf cent mille (900 000) FCFA valable pendant 30 jours au-delà de la date originale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une Banque de premier ordre ou un Organisme Financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, suivant la circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Une caution de soumission ne saurait être émise par une Compagnie d'Assurance elle-même soumissionnaire	7. Cautionnement provisoire Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances (MINFI) et dont la liste figure dans la pièce 12 du présent DAO, d'un montant de neuf cent mille (900 000) FCFA valable pendant 30 jours au-delà de la date originale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission timbrée délivrée par une Banque de premier ordre ou un Organisme Financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, suivant la circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 Juin 2024, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Une caution de soumission timbrée ne saurait être émise par une Compagnie d'Assurance elle-même soumissionnaire
13. Critères d'évaluation 13.1 Critères éliminatoires Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants : - Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission). - Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ; - Non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres ; - Absence de la charte d'intégrité datée et signée ; - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ; - Absence d'agrément de la compagnie d'assurances ; - Absence Attestation d'adhésion CIMA ; - Absence de la caution de soumission timbrée à l'ouverture des plis ; - Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces administratives ; - Note technique inférieure à 75 points sur 100 ; - Présence d'informations sur la proposition financière dans l'offre technique ou administrative ; - Absence des états C4 et C11 des exercices 2021, 2022 et 2023 ; - Non-respect du tarif minimum officiel obligatoire en RC automobile ;	13. Critères d'évaluation 13.1 Critères éliminatoires Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants : - Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission). - Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ; - Non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres ; - Absence de la charte d'intégrité datée et signée ; - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ; - Absence d'agrément de la compagnie d'assurances ; - Absence Attestation d'adhésion CIMA ; - Absence de la caution de soumission timbrée à l'ouverture des plis ; - Fausses déclarations, substitution ou falsification des pièces administratives ; - Note technique inférieure à 75 points sur 100 ; - Présence d'informations sur la proposition financière dans l'offre technique ou administrative ; - Absence des états C4 et C11 des exercices 2021, 2022 et 2023 ; - Non-respect du tarif minimum officiel obligatoire en RC automobile ;

- Offre financière inférieure à 85% de l'enveloppe prévisionnelle ou non conforme ; - Absence de la charte d'intégrité ; - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.	- Offre financière inférieure à 85% de l'enveloppe prévisionnelle ou non conforme ; - Absence de la charte d'intégrité ; - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales.
RGAO	
8.4. En cas de recours tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé au Ministre en charge des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué et au Président de la Commission.	8.4 En cas de recours tel que prévu par les textes, il doit être adressé au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la commission de passation des marchés concernée, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Fait à Yaoundé, le

20 JAN 2025



Serge Hervé BOYOGUENO

Copies :

- ✓ PCA/SONAMINES
- ✓ JDM/ARMP
- ✓ CIPM/SONAMINES
- ✓ ARCHIVES
- ✓ AFFICHAGE



SOCIÉTÉ NATIONALE DES MINES NATIONAL MINING CORPORATION

Head Office: P. O. Box. 6388 Yaoundé
✉ infos@sonamines.cm www.sonamines.cm
📍 Omnisports, Avenue Marc Vivien FOE
☎ +237 242 058 396

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON

ADDENDUM N° 0000011 /AD/SONAMINES/DG OF 20 JAN 2025

TO OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 000004/AONO/SONAMINES /DG/CIPM/2024 OF 30/12/2024
FOR THE RECRUITMENT OF AN INSURANCE COMPANY TO PROVIDE A MOTOR INSURANCE COVERAGE FOR
THE ROLLING STOCK OF THE NATIONAL MINING CORPORATION (SONAMINES).

Financing: SONAMINES' budget, financial years 2025 and following, Budget item: 62520001

ITT and SRIT	
IN LIEU OF	READ
7. Provisional Bid Bond Under penalty of rejection, Bidders must enclose with their administrative documents, a bid bond issued by a first-class Bank approved by the Ministry in charge of Finance (MINFI), the list of which appears in Exhibit 12 of this Call, in the amount of FCFA 900,000 (nine hundred thousand) valid for 30 days beyond the original date for the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-class Bank or a first category Financial Institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds in the field of procurement contracts, in accordance with Circular Letter No000019/LC/MINMAP of 5 June 2024, shall result in the outright rejection of the offer. Any bid bond issued but having no connection with the tender concerned shall be considered missing. Bid bonds submitted by Bidders during the bid opening session shall be inadmissible. A bid bond may not be issued by a bidding Insurance Company	7. Provisional Bid Bond Under penalty of rejection, Bidders must enclose with their administrative documents, a stamped bid bond issued by a first-class Bank approved by the Ministry in charge of Finance (MINFI), the list of which appears in Exhibit 12 of this Call, in the amount of FCFA 900,000 (nine hundred thousand) valid for 30 days beyond the original date for the validity of bids. The absence of the stamped bid bond issued by a first-class Bank or a first category Financial Institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, in accordance with Circular Letter N°000019/LC/MINMAP of 5 June 2024, shall result in the outright rejection of the offer. Any bid bond issued but having no connection with the tender concerned shall be considered missing. Bid bonds submitted by Bidders during the bid opening session shall be inadmissible. A stamped bid bond may not be issued by a bidding Insurance Company.
13. Evaluation Criteria 13.1 Eliminary Criteria The eliminary criteria for this Invitation to Tender are the following: - failure to provide an administrative document deemed non-compliant or missing, 48 hours after the bid opening session (except for the bid bond); - lack of declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three years; - non-compliance with tender documents' templates; - lack of dated and signed integrity charter; - lack of dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses; - lack of insurance company license; - no CIMA membership certificate; - lack of stamped bid bond at bid opening session; - false statements, substituted or forged administrative documents; - technical score less than 75 points over 100; - provision of information on the financial proposal in the technical or administrative offer; - lack of C4 and C11 statements for the 2021, 2022 and 2023 financial years; - failure to comply with the official mandatory minimum rate for motor liability insurance; - financial offer of less than 85% of the provisional budget or non-compliant;	13. Evaluation Criteria 13.1 Eliminary Criteria The eliminary criteria for this Invitation to Tender are the following: - failure to provide an administrative document deemed non-compliant or missing, 48 hours after the bid opening session (except for the bid bond); - lack of declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three years; - non-compliance with tender documents' templates; - lack of dated and signed integrity charter; - lack of dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses; - lack of insurance company license; - no CIMA membership certificate; - lack of stamped bid bond at bid opening session; - misrepresentation, substituted or forged administrative documents; - technical score less than 75 over 100; - provision of information on the financial proposal in the technical or administrative offer; - lack of C4 and C11 statements for the 2021, 2022 and 2023 financial years; - failure to comply with the official mandatory minimum rate for motor liability insurance; - financial offer of less than 85% of the provisional budget or non-compliant.

GRIT	
8.4. As provided for by the Public Contracts Code, any request for clarification shall be addressed to the Minister in charge of Public Contracts with copy to the Public Contracts Regulation Body, the Contracting or Deputy Contracting Authority and the Tender Board Chair.	8.4. As provided for by the law, any request for clarification shall be addressed to the Committee in charge of reviewing complaints with copy to the Contracting or Deputy Contracting Authority and the Tender Board Chair concerned, the Public Contracts Regulation Body and the Authority in charge of public contracts.

Copies:

- BC/SONAMINES
- JDM/ARMP
- ITB/SONAMINES
- ARCHIVES
- POSTING



Done at Yaoundé, on

20 JAN 2025

Serge Hervé BOYOGUENO